

21 février 1994 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Allocution radio télévisée de M. François Mitterrand, Président de la République, sur le retrait des armes lourdes serbes de Sarajevo et sur l'entrée dans une phase nouvelle de la guerre en Bosnie Herzégovine, le 21 février 1994.

Mes chers compatriotes,

- La nuit dernière, à Sarajevo, la guerre de Bosnie-Herzégovine est entrée dans une phase nouvelle. Les Serbes qui assiègent la ville, au prix de milliers de morts et de terribles souffrances pour la population, ont retiré la plupart de leurs armes lourdes, canons, mortiers, chars, dans un rayon de vingt kilomètres. Celles qui ne l'ont pas été, sont, aujourd'hui, regroupées sous le contrôle des forces des Nations unies. Ainsi a été remplie, dans le délai voulu, la première condition posée par le Conseil atlantique du 9 février dernier, à la demande de la France et des Etats-Unis, et qui s'adressait à la fois aux Serbes et au gouvernement de Bosnie.

- Hier soir j'ai réuni à l'Elysée le Premier ministre, les ministres de la défense et des affaires étrangères et le chef d'Etat Major des armées, afin de faire le point de la situation. Là, j'ai appelé le Général Cot, qui commande sur place les forces de protection des Nations unies dans l'ancienne Yougoslavie. Il nous a dit que le retrait des armes serbes s'accélérait. J'ai ensuite demandé Washington où le Président Clinton, qui venait de s'entretenir avec M. Eltsine, m'a confirmé les indications fournies par le Général Cot. Nous avons été d'accord pour estimer que si les événements suivaient normalement leur cours jusqu'à l'heure fixée, il ne serait pas nécessaire d'utiliser nos moyens militaires. Les renseignements qui nous parvenaient de nos propres services allant dans le même sens, la frappe aérienne, comme vous le savez, n'a pas eu lieu.

- Le retrait des armes lourdes a été obtenu grâce à la détermination des alliés et à l'intervention modératrice des Russes auprès des Serbes. Insisterai-je sur le rôle de la France qui depuis le début est à l'origine de toutes les initiatives tendant au règlement du conflit et qui a fourni à l'ONU le plus fort contingent de soldats de la paix ? Pour m'en tenir aux plus récents événements, je rappellerai que c'est à la suite des entretiens qui ont eu lieu il y a quinze jours entre M. Juppé et le secrétaire d'Etat américain M. Christopher qu'il a été possible d'aboutir. Mais il reste beaucoup à faire. A Sarajevo, il faut consolider la levée du siège. Le cessez-le-feu est pour le moment respecté mais la libre circulation des personnes et des convois humanitaires n'est pas encore restaurée. La population continue de vivre dans l'angoisse. Il est clair que toute violation des décisions de l'Alliance atlantique serait sanctionnée demain comme nous avons prévu de le faire aujourd'hui. J'espère que ce temps gagné, que ce premier succès de la raison sur tant de passion meurtrière seront mis à profit pour élargir la pression alliée en faveur des autres villes de Bosnie, des autres zones de ce pays livrées à la violence.

- Nous donnerons par là une impulsion nouvelle à la recherche d'un règlement politique car il n'y aura de solution que négociée. Des consultations auront lieu dans les jours qui viennent. Dès cette semaine, La France saisira le Conseil de Sécurité pour lui demander de placer Sarajevo sous l'administration des Nations unies.

- Nous ne relâcherons pas nos efforts. Le ministre de la défense et le ministre des affaires étrangères, sous l'autorité du Premier ministre, suivent la situation, comme moi-même, d'heure en heure. J'ai présidé cet après-midi un conseil restreint comme je l'avais fait hier. Il en sera de même au cours des jours prochains, et si certains parmi ceux qui m'écoutent s'interrogent, je leur dirai : ce qui se passe dans les Balkans nous regarde et regarde la France. Au-delà de la solidarité humaine qu'impose l'ampleur de ce drame, oui, cela nous regarde comme en d'autres temps. Des conflits du même type peuvent éclater à tout moment, nés de la dislocation de l'Union soviétique et de la solution qui prévaudra en Bosnie découleront beaucoup de choses.

- Au moment de conclure, mes chers compatriotes, dirigeons nos pensées vers les 18 soldats français tués, vers les 281 blessés dans cette région du monde et ensemble mesurons la valeur de leur sacrifice au service de la paix.

- Vive la République.

- Vive la France.